

FEMMES PLURIELLES

Publication de **SORALIA**

n°83
Trimestriel
Septembre 2023

bpost
business
PB-PP / B-12241
BELGIË(N) / BELGIQUE
BXL X P N°405 257



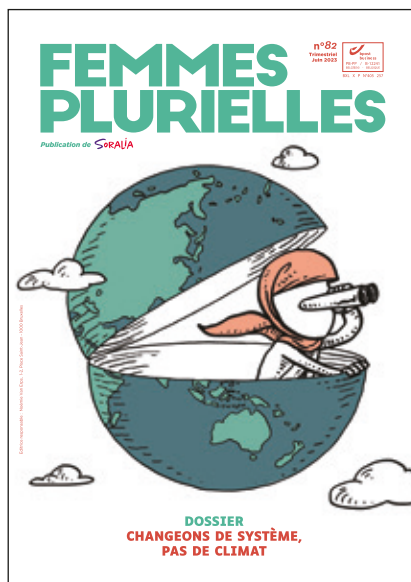
DOSSIER 2023 : FÉMINISTES TANT QU'IL LE FAUDRA !

*Nous sommes quelques-unes,
et de plus en plus nombreuses,
à contribuer à la réalisation de
ce magazine. Y sont répertoriés :
nos questionnements, nos positions
féministes, nos coups de poing,
nos envies de changement, nos luttes,
nos chutes et nos victoires.*

FEMMES PLURIELLES

*Vous souhaitez le recevoir
gratuitement chez vous ?*

2



Rien n'est plus simple ! Faites-en la demande : par mail : femmes.plurielles@solidaris.be ou par tel : 02 / 515.04.01

Des remarques ?

Des suggestions ?

Des coups de gueule ou

Des mots d'amour ?

Écrivez-nous sur :

femmes.plurielles@solidaris.be

ou envoyez-nous tout ça

à l'adresse suivante :

SORALIA

(Femmes Plurielles),

1-2 place Saint Jean

1000 Bruxelles

EDITO

Au détour d'un verre en soirée, entre un tonton Roger un brin éméché et le copain machin franchement agacé, la colère gronde «Vous les femmes, que voulez-vous de plus? Toujours à se plaindre celles-là». Que l'on soit militante de toujours ou juste une femme qui ose respirer, le constat s'impose, douloureux. Notre place ne serait plus à questionner et tous les combats semblent avoir été menés. Ce discours est loin d'être innocent. Il reflète une société profondément patriarcale au sein de laquelle les luttes féministes font trop régulièrement l'objet de railleries, dénigrements ou amoindrissements. Si l'évolution pour l'accès à

nos droits est à applaudir, force est de constater que le boulot est loin d'être terminé!

Ce qu'on veut de plus? On veut tout, tout comme vous messieurs! À travers un dossier qui aborde la question de l'égalité des genres dans ce qu'elle est de plus actuelle et intersectionnelle, nous serons féministes, tant qu'il le faudra!

Noémie Van Erps – Secrétaire générale Soralia et
Elise Voillot – Chargée de communication Soralia

SOMMAIRE

DOSSIER

4 > 5
L'égalité acquise ? Vraiment ?!
6 > 7
On décortique
Sororité : solidarité entre femmes face au monde patriarcal
8 > 9
Interview
Regards croisés féministes
10 > 11
Témoignages
Qu'est ce que le féminisme a changé dans votre vie ?
12 > 13
Le <i>backlash</i> , ou la revanche antiféministe

14 > 15
Les féminismes pour se défendre
16 > 17
Actu Solsoc
RDC : les femmes se mobilisent à l'approche des élections
18 > 19
Un truc en +
Le super kit de la rentrée féministe
20
Communiqué
Le sexisme, c'est pas not' genre !
21
Page ludique
Jeu des 7 erreurs

HORS DOSSIER

22 > 23
Endométriose : ce qu'on ne vous dit pas (assez) !
24 > 25
Evras et vous
Se mobiliser pour le droit à l'avortement, encore nécessaire en 2023 ?
26 > 27
Vivre dignement, un droit fondamental
28 > 29
Un arc-en-ciel à la campagne
30 > 31
Inflation : l'appétit insatiable des entreprises

3

Coordination générale : **Elise Voillot**
Rédaction permanente : **Anissa D'Ortenzio, Alice Gaspar, Stéphanie Jassogne, Laudine Lahaye, Eloïse Malcourant, Margot Foubert, Florence Vierendeel, Elise Voillot, Delphine von Kaatz et Wivynne Gaziaux**
Remerciements : **Fanny Colard et rédactrices-teurs bénévoles**

Administration : **Florine Flament, Emeline Desmet et Isabelle Colback**
Concept et mise en page : **www.dirk.studio**
Couverture : **The new woman-wash day, c1901, New York, Underwood & Underwood, publishers**
BD : **Zoé Borbé**
Editrice responsable : **Noémie Van Erps**

Nous utilisons l'écriture inclusive dans l'ensemble de nos publications afin de lutter contre le sexisme de la langue française.

Soralia ASBL - RPM Bruxelles
Numéro d'entreprise : 0418 827 588

L'égalité acquise ? Vraiment ?!

• Stéphanie Jassogne • Chargée de communication Soralia •

Beaucoup de personnes pensent que le combat féministe pour un monde égalitaire n'a plus raison d'être en 2023. Pourtant, les stéréotypes de genre sont encore bien ancrés dans la société aujourd'hui. Ceux-ci donnent lieu à des discriminations particulièrement dommageables pour les femmes, et ce, dans tous les domaines de la vie (professionnel, privé, politique et public) et tout au long de celle-ci. En pointant du doigt certains de ces stéréotypes, Soralia veut sensibiliser autant le grand public que les mondes associatif et politique à cette problématique.

En dénonçant une vision inégalitaire et binaire de la société, notre Mouvement a pour objectif d'apporter un point de vue critique. En effet, l'égalité est certes inscrite dans la loi, mais ne l'est pas toujours dans les faits! Les inégalités salariales, les stéréotypes de genre, la précarité, les violences physiques, sexuelles et psychologiques sont néfastes pour tout le monde. Ce sont là quelques exemples de combats encore nécessaires à mener pour l'amélioration des conditions de vie des femmes jusqu'à atteindre l'égalité.

L'égalité, c'est pas gagné!

Dans ce cadre, Soralia lance une campagne d'information et de sensibilisation qui met en évidence quatre thématiques : les injonctions véhiculées dans la société sur le corps des femmes et des jeunes filles; le travail à temps partiel effectué majoritairement par les femmes et l'écart salarial qui en découle ; la charge mentale portée dans la plupart des cas par les femmes au sein des couples hétérosexuels ainsi que le poids du sexisme et du harcèlement dans l'espace public.

Visuels et podcasts

Afin de sensibiliser un maximum de personnes sur les stéréotypes genrés, nous avons opté pour un contenu mettant en scène des courts extraits de la vie quotidienne d'hommes et de femmes de tous âges et dans des contextes divers. En effet, il nous semble primordial de sensibiliser une large audience sur le fait que personne n'est à l'abri de discriminer ou de subir des discriminations liées au genre et au sexe. Chaque situation illustrée est liée à une thématique.

La campagne est déployée par le biais de différents outils de communication visibles sur les réseaux sociaux et dans l'espace public. 4 visuels illustrant les 4 thématiques sont

diffusés sous la forme de cartes postales et d'affiches. Chacune des thématiques est décortiquée par nos collègues expertes dans les 4 podcasts réalisés sous forme d'interview. Nos podcasts, d'une dizaine de minutes chacun, sont diffusés sur notre site internet, nos réseaux sociaux et sont accessibles sur des plateformes d'écoute. Enfin, des actions de terrain via les animations d'éducation permanente données par nos équipes sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont également organisées.

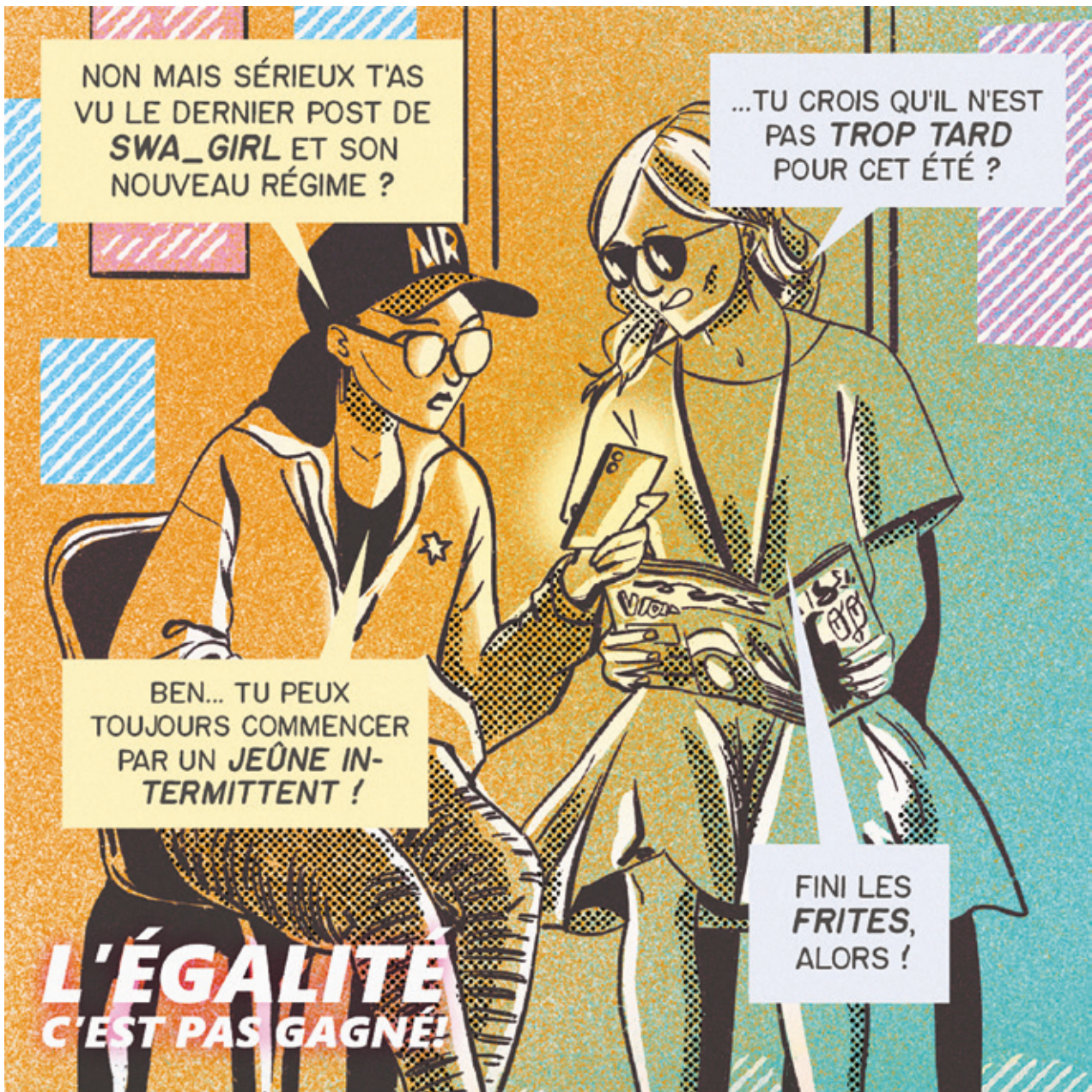
Revendications politiques

Par le biais de cette campagne médiatique, Soralia revendique, entre autres, de favoriser l'EVRAS (éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) tout au long de la vie afin de développer une réflexion critique sur le lien entre corps féminin, égalité des sexes et stéréotypes de genre dès le plus jeune âge. Nous souhaitons aussi favoriser l'éducation aux médias afin de profiter de toutes les opportunités et richesses qu'offrent ceux-ci tout en étant en mesure de détecter les limites et les dérives qui s'y rapportent.

Encourager et renforcer la diversité des genres dans toutes les filières professionnelles, une réduction collective du temps de travail sans perte de salaire et un congé de co-parentalité plus long et obligatoire font aussi partie de nos recommandations au monde politique pour une société plus égalitaire!



Rendez-vous sur notre site www.soralia.be pour écouter nos podcasts et télécharger les visuels de la campagne.



NON MAIS SÉRIEUX T'AS VU LE DERNIER POST DE **SWA_GIRL** ET SON NOUVEAU RÉGIME ?

...TU CROIS QU'IL N'EST PAS **TROP TARD** POUR CET ÉTÉ ?

BEN... TU PEUX TOUJOURS COMMENCER PAR UN **JEÛNE INTERMITTENT** !

FINI LES **Frites**, ALORS !

L'ÉGALITÉ
C'EST PAS GAGNÉ!

Un exemple de visuel réalisé dans le cadre de la campagne

Sororité : solidarité entre femmes face au monde patriarcal

• Florence Vierendeel • Chargée d'études et de communication politique Soralia •

Sororité, adelphité¹, empouvoirement²... nombreux sont les mots et les concepts qui virevoltent au gré du temps, oscillant entre désuétude et modernité, réappropriation et abandon. Aujourd'hui, la mise en lumière de certains enjeux féministes dans l'espace public et médiatique appelle à questionner d'anciens comme de nouveaux cadres de pensées. La sororité, terme engagé des années 1970, connaît un regain d'intérêt, mais quelle est sa signification, et surtout, son utilité ?

Histoire et définition d'un petit mot devenu militant

Le mot sororité vient du latin *soror*, signifiant sœur ou cousine. Il désigne, dans un premier temps, une affiliation familiale. En 1546, l'auteur François Rabelais utilise le terme pour se référer à une communauté de femmes. À l'époque, ces rassemblements sont associés à la pratique d'une activité religieuse. Les regroupements de femmes en non-mixité³ existent depuis des siècles... et ont toujours suscité une certaine hostilité, en témoignent, par exemple, les béguinages⁴.

L'évolution sémantique la plus marquante du terme a lieu durant les années 1970, lors de la deuxième vague du féminisme⁵. Elle s'inspire d'un slogan à succès en outre-Atlantique, « Sisterhood is powerful » (la sororité est une force, donne du pouvoir), popularisé par la poétesse américaine Robin Morgan à travers son ouvrage du même nom. Le mot adopte une tournure militante et politique qui séduit les féministes françaises. Elles possèdent désormais un moyen de nommer ce lien qui les unit : la sororité.

La notion, telle que nous la comprenons aujourd'hui, naît donc à cette époque. Au sens le plus littéral du terme, la sororité appelle les femmes à se rassembler pour lutter ensemble contre le patriarcat. Elle vise à mettre en évidence l'existence d'une oppression « commune » et spécifique, source d'inégalités et de discriminations à leur égard, qu'il est nécessaire de combattre collectivement⁶.

Les femmes peuvent-elles toutes être des sœurs ?

À l'époque, le concept de sororité est avant tout mobilisé par des femmes blanches, bourgeoises, qui s'identifient au féminisme universaliste de Simone de Beauvoir. Or, en parallèle, le monde occidental assiste à l'émergence du *black feminism* aux États-Unis, qui réclame, aux côtés des féministes lesbiennes, la prise en compte de leurs propres réalités à travers une lecture qui prête attention aux discriminations simultanées de genre, de race et de classe⁷. La sororité, en se limitant à certaines sphères sociales, court donc le même risque que son équivalent masculin, la fraternité : invisibiliser des formes d'inégalités pourtant bien réelles. En effet, si les femmes vivent certaines expériences similaires, celles-ci ne bénéficient pas toutes des mêmes privilèges.

Pour bell hooks⁸, figure afroféministe incontournable, une fois cette critique intégrée, la sororité s'avère être un maillon essentiel à la lutte contre le patriarcat. L'autrice identifie l'un des enjeux principaux de la sororité : s'extirper des logiques de compétition entre femmes, résultat d'un sexisme ambiant de longue date. En effet, pour tenter de se faire une place dans un monde d'hommes, pensé par et pour eux, les femmes perpétuent, entre elles, une mise en concurrence qui leur est profondément défavorable.

Or, ces rivalités « féminines » maintiennent en place de manière globale l'oppression des femmes et d'autant plus celles qui sont les plus vulnérables, telles que les femmes

racisées ou queers⁹. C'est pourquoi elles doivent elles-mêmes réaliser un travail d'introspection pour déjouer les effets pervers du système et prendre conscience que les mêmes types de rapports de domination sont à l'œuvre en leur sein, notamment sur base de la race¹⁰, de la classe ou encore de l'orientation sexuelle¹¹.

Pour bell hooks, le concept de sororité permet donc aux femmes, dans un premier temps, de questionner leurs propres comportements afin, dans un second temps, de s'unir collectivement. Cette union se doit d'être inclusive, ce qui nécessite de tenir compte de la multiplicité des réalités vécues par les femmes, d'accorder la parole aux personnes concernées et de reconnaître l'existence simultanée de plusieurs luttes, toutes néanmoins liées autour d'un projet commun : la fin du patriarcat.

Mettre toutes les femmes au cœur d'un projet politique commun

Pour être effective, la sororité doit donc inclure toutes les femmes dans son projet politique de lutte contre les formes de dominations, d'inégalités et de discriminations, notamment basées sur le genre. Ce projet commun doit par ailleurs encourager les mouvements féministes, lorsque cela est nécessaire, à outrepasser leurs divergences et à faire front face aux oppressions dans un esprit de solidarité entre femmes, et donc de sororité. Enfin, notons que ces oppressions sont ancrées dans un système politique spécifique qui les alimente au quotidien : le capitalisme néolibéral. La lutte ne peut donc être que collective tant les enjeux soulevés s'avèrent transversaux et profondément liés à nos structures sociétales.

1. L'adelphité est une notion transcendant la binarité sororité/fraternité, de par son caractère neutre, sans dimension de genre, et inclusif, ce qui permet de reconnaître tout le monde, dont toutes les personnes qui ne sont pas cisgenres comme les personnes non-binaires et transgenres.
2. L'empouvoirement est la traduction du mot anglais « empowerment ». « Sa construction est la même [...] : "pouvoir" [...], au sens de puissance ET de capacité, et en préfixe, l'idée d'un processus, d'un mouvement, d'une transition en cours. » BODOC Clémence, « L'empouvoirement, le mot français pour empowerment », *Madmoizelle*, 14/08/2019, <https://tinyurl.com/4djrxe6>.
3. Espaces de rassemblement réservés à un ou plusieurs groupes sociaux qui expérimentent le même type d'oppression.
4. Nés au Moyen Âge, ces lieux réunissent des communautés autonomes de femmes veuves ou célibataires qui s'affranchissent des configurations religieuses et masculines traditionnelles.
5. De fin 1960 à début 1980, la deuxième vague féministe se caractérise par des revendications liées aux droits reproductifs et sexuels des femmes et l'identification du patriarcat en tant que système de domination. Différents courants féministes s'établissent, dont le féminisme libéral égalitaire, le féminisme marxiste et le féminisme radical.
6. BROUZE Emilie et NOYON Rémi, « Au fait, d'où vient cette sororité sans cesse invoquée par Marlène Schiappa ? », *Nouvel Obs*, 11/06/2018, <https://tinyurl.com/yfre7c4z>.
7. DAGORN Johanna, « Les trois vagues féministes : une construction sociale ancrée dans une histoire », *Observatoire International de la Violence à l'École*, 17/09/2019, <https://tinyurl.com/53yxz5nk>.
8. bell hooks tenait à ce qu'on écrive son nom sans majuscule, car l'universitaire ne voulait pas qu'on se souvienne d'elle mais d'abord qu'on lise ses livres.
9. Terme générique qui englobe l'ensemble des minorités sexuelles et/ou affectives et de genre qui ne se définissent ni comme hétérosexuelles ni comme cisgenres.
10. La notion de « race » a, originellement, été utilisée pour catégoriser les êtres humains sur base de caractéristiques physiques et/ou culturelles, de manière tout à fait erronée. Aujourd'hui, certains milieux militants se revendiquent en tant que « groupe racisé » (réappropriation du terme) afin de visibiliser les discriminations dont ils sont victimes dans la société sur base de cette supposée « race », qui, elles, sont bien réelles et ne peuvent être passées sous silence.
11. HOOKS bell, « Sisterhood : Political Solidarity between Women », *Feminist Review*, n° 23, 1986, issue de ROBATEL Anne dans *Black feminism, Anthologie du féminisme africain-américain 1975-2000*, L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, Paris, 2008, <https://tinyurl.com/bdcmj6h8>.
12. DELAUME Chloé, *Sororité*, Points Documents, Paris, 2021, p. 11.

**« La sororité est un outil.
Un outil de puissance, une force de
ralliement, la possibilité de renverser
le pouvoir encore aux mains des hommes.
S'allier en un regard, faire bloc,
contrer en nombre. »**

Chloé Delaume, autrice¹²

Regards croisés féministes

• Propos recueillis par Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

Aurore Kesch est passée d'animatrice et de responsable régionale adjointe à "présidente" de l'ASBL **Vie Féminine**. June et Laura sont les responsables de la collective «**Les Sous-Entendu·e·s**». Ces deux structures ont une histoire et des parcours bien différents. Pourtant, leurs similitudes sont tout aussi évidentes. Nous les avons rencontrées, chacune de leur côté, pour qu'elles nous parlent des luttes féministes qui les animent.



Les Sous-Entendu·e·s

Dans un contexte sociétal plus ouvert que jamais aux questions d'inclusivité et de genre, mais aussi en proie à de nombreux retours de bâton et violences, comment votre collective se mobilise-t-elle aujourd'hui ?

La dualité que l'on retrouve entre avancées et retours de bâton se perçoit aussi dans la manière dont notre collective se mobilise.

Le fondement même de notre collective est de militer par la joie. Célébrer les victoires, sensibiliser par le rire, créer, se former, partager... Mais, depuis 2020, l'état d'urgence est devenu tel que la collective se positionne aussi en porte-voix des personnes sexisées¹ et en lanceuse d'alerte dans le cadre des violences sexistes et sexuelles.

Notre but est de mettre en évidence l'intersection des oppressions liées au genre, à la race (sociale bien sûr) et à la classe sociale. L'objectif est de replacer le féminisme dans une perspective accessible, égalitaire, inclusive. En bref, «On se lève et on se bat!», et la plupart du temps, dans la joie.

Face à des courants et des revendications différentes, comment parvenir à faire front commun avec les autres structures militantes ?

Pour nous, le terme «féminismes» s'utilise au pluriel. Notre société est plurielle, et les féminismes, à l'image de celle-ci, doivent pouvoir représenter toutes les

personnes subissant des violences liées au genre. Il n'y a pas un «bon» féminisme à nos yeux, mais plusieurs pensées et courants qui se croisent et se répondent.

Tant le monde politique que les médias utilisent la technique du «diviser pour mieux régner» pour ne pas permettre la convergence de nos luttes. Nous avons décidé, entre autres pour contrer cela, d'organiser des apéros-rencontres entre militant·e·s pour pouvoir recréer du lien, s'organiser, se fédérer.

On parle souvent de «minorités» opprimées, mais si on regarde vraiment les chiffres, les personnes qu'on appelle «minorités» ne le sont absolument pas. En revanche elles sont minorisées par une frange dominante qui refuse de reculer sur ses privilèges. L'utilisation de ce terme sert également les (dys)fonctionnements de la société qu'on nous impose. Les oppressions de notre société ont des rouages bien ancrés pour immobiliser toutes autres propositions de société.

Mais nous ne doutons pas que les modèles de société que nous proposons finiront par prendre le dessus. La déconstruction de ces schémas de société commence par la prise de conscience que tout un·e chacun·e, nous sommes à la fois oppresseuses·eurs et opprimé·e·s. Passer par une remise en question de ses privilèges est inévitable.

Quels sont, pour votre structure, les enjeux de demain en matière de féminisme ?

Les enjeux de demain en matière de féminisme sont les mêmes qu'au niveau global de notre société. Le système oppressif patriarcal utilise les mêmes codes que tous les systèmes d'oppression : privilégier le confort d'une minorité au détriment d'une majorité.

Pour notre collective, les enjeux de demain sont la convergence durable et réelle des luttes.

Cette citation d'Audre Lorde nous semble parfaite pour appuyer nos propos : « Je ne suis pas libre tant qu'une femme reste prisonnière, même si ses chaînes sont différentes des miennes ».

Levons-nous, ensemble. La société civile a le pouvoir de faire changer les choses. Battons-nous, ensemble, et pas au fil des actualités choquantes que les médias nous proposent pour 24 h, mais de manière organisée, sincère et durable. Arrêtons de laisser dire ou faire lorsque nous sommes témoins d'actes que nous jugeons inacceptables. Redéfinissons la norme.



Vie Féminine

Dans un contexte sociétal plus ouvert que jamais aux questions d'inclusivité et de genre, mais aussi en proie à de nombreux retours de bâton et violences, comment votre association se mobilise-t-elle aujourd'hui ?

Notre travail politique est avant tout de terrain. On va permettre aux femmes les plus fragilisées, celles qu'on n'entend pas, qu'on ne voit pas, de s'exprimer. On écoute, on renforce, on crée des endroits où les vécus individuels peuvent faire collectif et où les femmes peuvent prendre conscience du système dans lequel elles vivent. On constate que les femmes subissent des violences spécifiques, intersectionnelles. C'est important pour nous que la parole se libère. C'est la raison pour laquelle on réalise des activités en non-mixité. On ne vise pas un monde non-mixte. On lutte contre une société pensée par et pour les hommes.

On nous fait croire que les systèmes capitaliste et patriarcal sont immuables. On veut montrer que les paradigmes peuvent être renversés. Montrer aux femmes que ce qu'elles vivent est politique. On va ensuite œuvrer pour rendre le monde plus juste en travaillant sur tous les freins qui limitent les femmes.

Face à des courants et des revendications différentes, comment parvenir à faire front avec les autres structures militantes ?

Je pense que l'égalité femmes-hommes est le moteur de toutes nos structures. Lors de la démission de Sarah Schlitz [Secrétaire d'État à l'Égalité des Chances NDLR.], on a rédigé une carte blanche, en la proposant à la signature du plus grand nombre d'associations féministes possible. On voulait montrer qu'à chaque crise, les droits des femmes sont menacés. Sur cette question-là, je pense qu'on peut clairement faire front commun. Tu peux ne pas être d'accord, mais pourtant

réussir à manifester derrière une bannière commune.

Il existe des dissensions au sein de certains courants féministes. On ne poursuit pas toujours les mêmes priorités et on ne cible pas toujours les mêmes publics. Pour travailler avec les autres, il est important de savoir qui on est, comment on doit et on peut s'impliquer.

Au-delà de la diversité, il ne faut pas se laisser diviser. Les désaccords ne doivent pas nous empêcher de travailler ensemble. Faire front commun c'est à contre-courant de notre société. Les solidarités, ça n'a rien de naturel, c'est le fruit d'une attention et d'une volonté.

Quels sont, pour votre structure, les enjeux de demain en matière de féminisme ?

Pour moi, la division sexuée du travail est une question importante. La production qui rapporte, qui permet d'investir l'espace public et de garantir son autonomie, se retrouve plutôt massivement aux mains des hommes. Et ce qui est de l'ordre du domestique et du soin est plutôt pour les femmes. Celles-ci travaillent pour le compte de tou-te-s Et ce n'est vraiment valorisé ni dans la sphère intime ni dans la sphère professionnelle. Partout, on fait tourner le monde et ce n'est pas reconnu. Les femmes elles-mêmes parfois ne voient pas ces inégalités. Souvent les jeunes filles pensent déjà très tôt que leur salaire ne sera pas le salaire principal. On crée un environnement qui laisse des jeunes filles penser ça et qu'elles ne sont là que pour faire des enfants.

Chez Vie Féminine on défend aussi une société du soin partagé. On se pose des questions en matière d'environnement. On est sensible à ces questions, mais on veut des alternatives où la charge mentale des femmes n'est pas exacerbée.

Il faut se forger une représentation du monde qui est autre que celui dans lequel on vit. Les femmes les plus impactées par les discriminations multiples n'arrivent souvent pas à imaginer le monde autrement. Tu ne te projettes pas ailleurs, car tu n'imagines pas que cet ailleurs existe. Ce changement de perspective, ces déclics à mettre en place, c'est vraiment notre plus grosse mission. Ça passe notamment par la lutte contre les stéréotypes et les préjugés sexistes qui sont partout dans notre société. Ce sont eux qui maintiennent des représentations qui enferment les femmes dans des rôles très limitants et qui entretiennent l'idée que les femmes doivent être silencieuses, invisibilisées. C'est une vraie arme dans une société patriarcale.

1. Terme qui désigne les personnes qui subissent des discriminations liées à leur genre ou à leur sexe.

Qu'est-ce que le féminisme a changé dans votre vie ?

• Propos recueillis par les animatrices Soralia •

«J'avais des idées féministes dès mon adolescence, puis suite à des événements personnels, elles ont été occultées. Lors de ma carrière professionnelle dans le domaine de l'entretien des parcs et jardins, un métier plutôt masculin, cela s'est ravivé, car j'ai été victime de nombreux préjugés en exerçant ce métier. C'est d'abord la thématique des violences faites aux femmes qui m'a mobilisée et m'a permis de militer, car c'était important pour moi d'être aux côtés des femmes qui vivent des

choses difficiles et de les soutenir. Petit à petit, je me suis rapprochée de Soralia et c'est en participant aux activités sur des thématiques différentes que j'ai commencé à être de plus en plus sensibilisée et à me sentir légitime de me positionner clairement en tant que féministe. J'ai pris confiance en moi, j'ai pris conscience de nombreuses inégalités, je me suis émancipée. J'ai d'ailleurs élevé ma dernière fille différemment, avec cette envie de transmettre des valeurs féministes. Aujourd'hui,

je me sens capable d'avancer des arguments en faveur des femmes dans une discussion, car en parler c'est important pour faire prendre conscience des inégalités. Je continue à transmettre ce féminisme à ma petite fille en lui disant de ne jamais se laisser faire! »

Annette Ledoux, militante au comité local de Philippeville et membre de la troupe Soralia de théâtre-action « Les filles de Lilith »

« Quelque chose me dérangeait déjà, petite, quand mes cousins m'empêchaient moi et ma sœur de jouer avec eux et que ma grand-mère répondait à nos plaintes en disant "ben oui, mais ce sont des garçons!" ».

Quelque chose me dérangeait déjà en cour de récréation quand je voulais jouer au football et que les garçons disaient que je ne pouvais pas parce que j'étais une fille. Ici encore, l'adulte ne réagissait pas.

Et puis, je rencontre un jour un compagnon qui a baigné dans le féminisme, qui me considère à part entière et comme son égale. Merci à sa maman qui a milité dans sa propre famille!

J'ai ainsi commencé à travailler aux Femmes Prévoyantes Socialistes [désormais Soralia, NDLR]. Et je m'y sentais valorisée dans les thèmes comme l'émancipation des femmes, la lutte contre l'exclusion, le militantisme pour l'égalité entre hommes et femmes. Non, mon vécu d'enfant n'était pas NORMAL!

Mais le féminisme n'est pas vécu au quotidien par mon entourage, mes élèves, mes collègues... C'est même parfois tabou de parler de féminisme. Nombre de témoignages d'inégalités me heurtent encore. Je me suis alors engagée plus profondément dans ces valeurs féministes en créant avec quelques personnes un groupe féministe. Ce groupe souhaite défendre dans l'espace public ces valeurs via des sensibilisations, des rencontres, des discussions et des actions. Enfin, j'y trouve un sens. Enfin, moi, l'adulte, la femme, je vais agir et réagir.

Le féminisme est un COMBAT et une lutte au quotidien. Le féminisme, c'est un constat; c'est une colère; c'est une énergie de l'action. Je suis l'égale de l'homme et je veux cette égalité dans ma vie et dans celles de mes enfants. Je continuerai encore et encore et encore et encore à militer pour MON féminisme. »

Marie Beneux, travailleuse en école de promotion sociale Soralia et membre du groupe à projets Be Cause Toujours à Liège

« Quelques réflexions féministes. Je suis la moitié de tout, pas la moitié d'un homme ! Soyons la moitié partout où se prennent les décisions. Nous y sommes presque arrivées dans notre société.

Pourtant récemment — le ciel s'est assombri dans certains pays dits démocratiques où par exemple la loi sur l'avortement se trouve menacée — le ciel est carrément noir dans certains pays du monde où être une femme se résume à être un instrument de procréation condamnée à l'ignorance et interdite de culture ! Je suis cependant confiante tout en étant méfiante de l'avenir. Les 20^e et 21^e siècles ont été marqués par des progrès fulgurants en matière d'égalité. Nous ne pouvons faire marche arrière ! Continuons de lutter ! Le chemin est encore long, mais nous en verrons le bout ! »

Jacqueline Barzin, militante au comité local Soralia de Spa

« Il est difficile de résumer en quelques lignes tout ce que la découverte du féminisme a changé dans ma vie. Féministe dans l'âme depuis le plus jeune âge sans même le savoir, le féminisme m'a rassurée, m'a réveillée, m'a animée. Rassurée sur le fait que ce n'était pas moi qui étais en décalage avec le monde qui m'entourait, mais bien celui-ci qui mettait à mal des millions d'humains.

Réveillée de mon sentiment d'impuissance qui a fait place à celui d'appartenance, car oui, nous sommes légion. L'idée d'imaginer des millions d'autres personnes dans cette même quête d'égalité me donne du courage. Animée d'une volonté d'agir sur le monde qui m'entoure, le féminisme a été pour moi libérateur. »

Margot Buisseret, animatrice Soralia Mons-Borinage & Wallonie picarde

« J'ai l'impression d'avoir toujours défendu l'égalité hommes-femmes surtout de par mon métier d'infirmière qui reste très féminin. Je désire davantage d'égalité dans les métiers, qu'il n'y ait plus de différences entre les métiers "hommes" et les métiers "femmes". Le problème du patriarcat est la mainmise de tous les postes à responsabilité par des hommes.

S'engager dans le mouvement et être féministe m'a permis de prendre de l'assurance, cela m'a aidé à m'affirmer en tant que femme, de pouvoir revendiquer et de me défendre notamment au niveau du travail vis-à-vis d'un directeur homme. Mon vécu avec un pervers narcissique m'a davantage motivée. »

Claudette Dufranne-Fiori, présidente du comité local Soralia de Schaerbeek

« Une enfance heureuse, un mariage de rêve pendant trois décennies... Puis la grande faucheuse décide de vous enlever tous les espoirs que l'avenir sera toujours aussi paisible. Je me réveille un lendemain avec tous les soucis du quotidien auxquels je n'ai jamais été confrontée. Je pleure devant tant de tracas à continuer seule. Les jours passent et je rencontre des groupes, des activités, des sorties

entre "grandes dames", j'insiste sur ce terme ! Moi qui n'ai connu que ma zone de confort, je constate avec effroi qu'autour de moi, des filles, des mamans, des épouses ; pour échapper à des déchirements, des maltraitances, des viols ; sont des guerrières pour retrouver leur dignité de vivre une féminité plus qu'honorable. C'est vous mes amies qui m'avez ouvert les yeux, qui m'avez fait connaître un

féminisme hors du commun. Vous qui bataillez chaque jour pour un "meilleur", j'ai rejoint votre cause. C'est moi qui vous dis merci et je vous adresse mes plus profonds respects. »

Colette Marchal, membre de la troupe de théâtre-action Soralia des « Sans poids ni loi » (Centre et Soignies)

Le *backlash*, ou la revanche antiféministe¹

• Wivynne Gaziaux • Chargée d'études Soralia •

Sorcières, hystériques, sales putes, mal-baisées, connasses... De tout temps, et plus particulièrement lors d'importantes avancées pour leurs droits, les femmes et les féministes ont subi des attaques spécifiquement adressées à leur encontre. Loin d'être un phénomène anecdotique, ce violent retour de bâton, aussi appelé *backlash*, reflète une société patriarcale, avide de remettre constamment les femmes « à leur place ».

Le *backlash* antiféministe

Le *backlash* est une réaction menée par un groupe dominant lorsqu'il craint de perdre le pouvoir, ou qu'il pense l'avoir perdu, dans le but de le récupérer. Cet acte de résistance peut s'opérer sous différentes formes : ridiculiser, censurer, exclure, désinformer, stigmatiser, mais aussi harceler, menacer, frapper, chasser, etc.

Les féministes et plus largement les femmes subissent systématiquement ce phénomène :

- Lorsqu'elles montent au créneau pour bousculer les rapports sociaux et réclamer des droits comme d'être reconnues par la loi au même titre que les hommes, d'obtenir un meilleur salaire et des conditions de travail décentes, de pouvoir disposer de leur corps y compris le droit à la contraception et à l'avortement, etc.

- À la suite d'une crise économique, démographique, politique, de l'emploi, soit... lorsque les poches sont vides et que les hommes voient leurs conditions matérielles se dégrader. Les femmes sont alors pointées comme responsables. S'il n'y a pas assez de naissances c'est parce qu'elles font des études, ne se marient plus ou parce qu'elles travaillent. Lorsqu'il n'y a pas assez d'emploi, c'est parce que les femmes prennent la place des hommes, etc.

Alors que l'opinion publique et politique deviennent de plus en plus conservatrices et prônent le retour aux valeurs traditionnelles², les lois et les organes politiques censé-e-s renforcer les droits des femmes et l'égalité sont compromis-e-s, les recherches scientifiques s'arrêtent (par exemple autour de la contraception), l'accès à l'emploi, à la contraception ou encore à l'avortement se durcissent, l'écart salarial se creuse, etc. Quant aux femmes, elles se mettent à douter ou culpabilisent, s'isolent, et s'effacent.

Un retour de flamme qui s'opère depuis des siècles

L'histoire des femmes à travers le monde nous prouve à quel point ces épisodes de *backlash* sont systématiques et violents. La chasse aux sorcières qui a sévi en Europe du 14^e au 18^e siècle en est un exemple. Des milliers de femmes ont été chassées, torturées et brûlées pour avoir pactisé avec le diable et amené le malheur dans les villages. Aujourd'hui, nous savons qu'elles ont surtout été les boucs émissaires et les souffre-douleurs d'une époque ravagée par les famines, les pandémies, les guerres ; avec des répercussions désastreuses sur la démographie et le taux de mortalité infantile entre autres. C'est aussi l'époque où l'Église catholique s'impose face au paganisme et les médecins à la médecine naturelle. Dès lors, il est facile de voir en quoi des femmes qui pratiquaient la magie et maîtrisaient les plantes – notamment pour interrompre ou empêcher une grossesse – constituaient un danger potentiel à neutraliser.

Un mouvement antiféministe devenu grand et puissant

Face au développement des mouvements féministes dans les années 70, le masculinisme émerge en Occident dans les années 80³. Il se compose d'hommes qui partagent certaines idées et valeurs antiféministes. Selon eux, la société fait face à une crise de la masculinité : les femmes auraient atteint l'égalité, voire plus, et leur (mauvaise) influence provoquerait le déclin de la condition masculine. Ils profitent de leur pouvoir et de leur influence en tant qu'experts, médecins, universitaires, professeurs, politiciens, présidents, écrivains, réalisateurs de cinéma, hommes d'affaires, patrons de médias, hommes d'Église, lobbyistes, etc. pour discréditer et bloquer les revendications des femmes. Ils envahissent tous les espaces possibles.

Cela leur permet de diffuser leur idéologie et convaincre un maximum d'hommes à les rejoindre. Mais aussi de décrédibiliser ou de harceler, jusqu'à les faire taire ou qu'elles s'en aillent, celles qui oseraient leur barrer la route ou qui pourraient constituer une menace à l'ordre masculin établi⁴.

Une nécessité d'agir !

Le *backlash* fait donc partie des stratégies antiféministes organisées notamment par les hommes les plus influents et puissants pour entraver toute avancée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde. Leur objectif est de bloquer tout projet ou toute personne qui risquerait de leur faire perdre le pouvoir ainsi que les privilèges dont ils jouissent depuis des siècles. Cette idéologie est d'autant plus inquiétante et dangereuse quand on sait que les personnes qui l'incarnent s'infiltrent dans toutes les sphères qui gouvernent, informent, éduquent, divertissent, rythment nos sociétés et nos vies. Ces groupes et leur propos se répandent d'autant plus vite et d'autant plus largement depuis qu'internet et les réseaux sociaux

se sont développés. C'est pourquoi il est crucial de mieux analyser ce phénomène pour mieux en saisir les rouages et les identifier, mais aussi pour mieux les dénoncer. Le *backlash*, qu'il soit utilisé contre les femmes ou tout autre groupe stigmatisé (personnes racisées, LGBTQIA+, etc.), est un phénomène peu connu du monde politique et du grand public qu'il serait pourtant crucial de pouvoir démasquer. Ceci permettrait de mieux cerner les personnes qui le pratiquent tout en soutenant et défendant celles et ceux qui en font les frais.

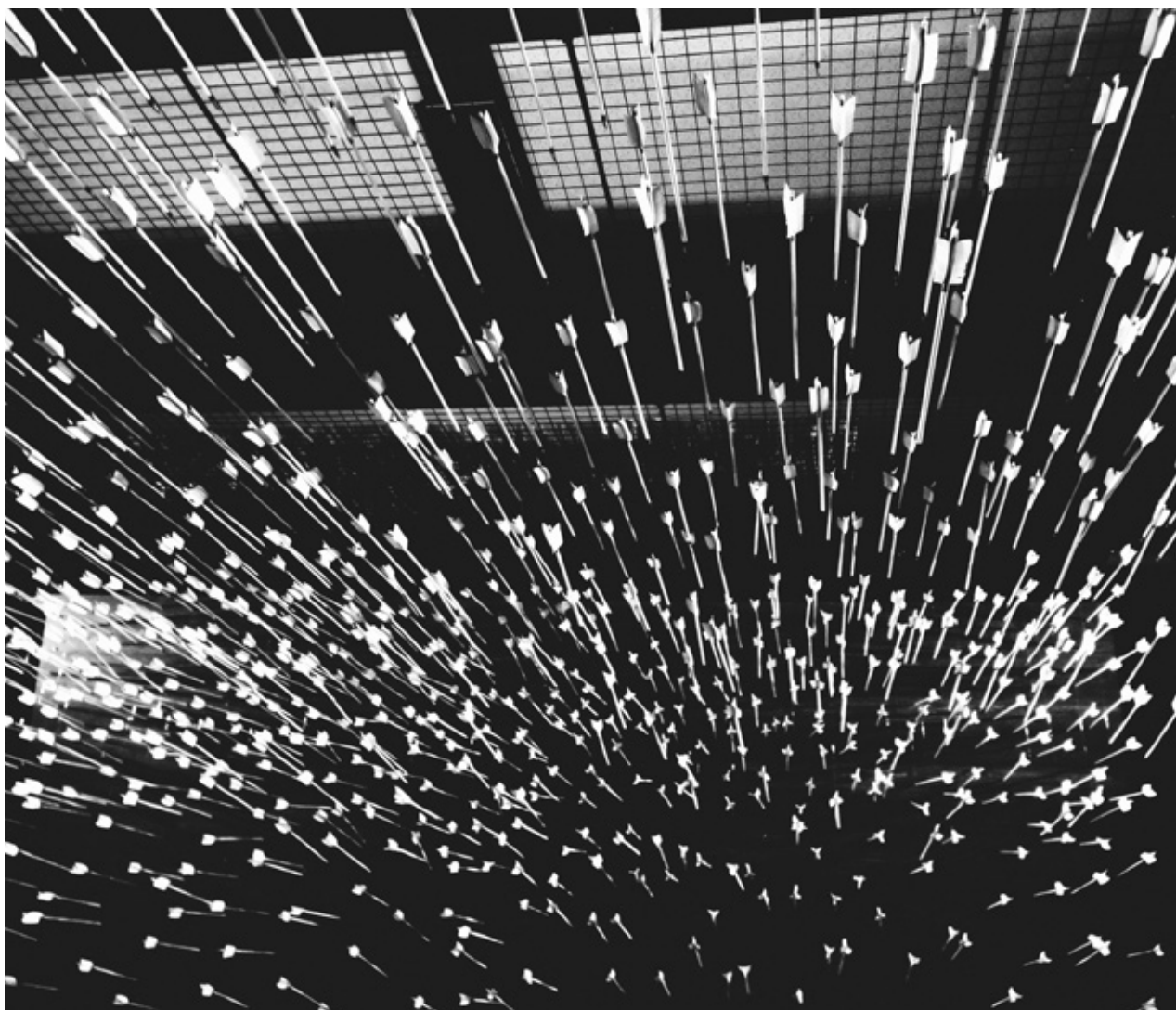
1. Cet article est inspiré des écrits suivants :

FALUDI Susan, *Backlash*, Paris, 1993; DUPUIS-DERI Francis, « Le discours de la "crise de la masculinité" comme refus de l'égalité entre les sexes : histoire d'une rhétorique antiféministe », *Recherches féministes*, 25 (1), 2012, <https://tinyurl.com/2k2eyuz4>; BLAIS Mélissa et DUPUIS-DERI Francis, « Le masculinisme : son histoire et ses objectifs », *Labrys étude féministe*, 2008, <https://tinyurl.com/dm9dvwym>; MANSBRIDGE Jane et SHAMES Shauna L., « Vers une théorie du backlash : la résistance dynamique et le rôle fondamental du pouvoir », *Recherches féministes*, 25 (1), 2012, <https://tinyurl.com/42tpw99>.

2. La femme au foyer, l'hétérosexualité, l'autorité patriarcale, etc.

3. À un moment historique où on assiste à un durcissement du marché du travail et au retour du conservatisme (Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux USA).

4. Un exemple de *backlash* récent en Belgique : <https://tinyurl.com/4keuc2cj>.



Les féminismes pour se défendre

• Julie Jansen • Chargée de projets Soralia •

De l'insulte sexiste au féminicide, le quotidien des femmes et des minorités de genre reste encore impacté en 2023 par de nombreuses violences : sexuelles, physiques, symboliques, psychologiques. Elles sont nombreuses et revêtent des formes plurielles, à tel point qu'elles s'infiltrent dans toutes les sphères de la vie et tout au long de celle-ci. Les luttes féministes restent donc indispensables¹. Quelles solutions s'offrent à nous pour nous défendre ? Comment pouvons-nous collectivement riposter, et sous quelles formes ?

Une autodéfense féministe

Un outil semble particulièrement adapté pour contrer ce continuum des violences² : l'autodéfense féministe. L'autodéfense est habituellement associée aux techniques de défense physique en cas d'attaque dans l'espace public tandis qu'une approche féministe³ de l'autodéfense déconstruit le cliché de l'agression survenue dans une ruelle sombre par un inconnu. En réalité, 91%⁴ des agressions sont commises par des personnes connues des victimes !

L'espace public n'est donc pas le lieu privilégié des violences. Statistiquement, nous sommes bien plus exposé.e.s aux violences quotidiennes dans nos espaces privés et professionnels⁵. Or, il est difficile de mettre en pratique des techniques d'art martial dans ces contextes. C'est pourquoi d'autres stratégies doivent être imaginées et valorisées. En ce sens, l'approche globale et préventive de l'autodéfense féministe est une solution puissante. C'est une nouvelle paire de lunettes à apposer sur son environnement, les autres et soi-même. Se défendre dans une perspective féministe, c'est désapprendre sa peur et savoir faire la différence entre vulnérabilité et faiblesse. C'est réclamer sa place et prendre conscience de sa valeur et de sa capacité d'agir.

L'autodéfense féministe, c'est donc moins une pratique qu'une éthique ! Se défendre commence par voir le contexte social et les systèmes de domination qui autorisent, légitiment et produisent les violences. Détecter et comprendre les rapports de force qui sous-tendent notre univers social, comme la socialisation genrée⁶ qui alimente les stéréotypes et nous éduque à adopter certains comportements dès le plus jeune âge. Sans oublier les autres

systèmes de pouvoir – racisme, homophobie, validisme, grossophobie, transphobie, entre autres – qui interagissent avec le sexisme et légitiment les micro-agressions comme autant de rappels quotidiens de notre subordination.

Toutes les formes de résistance sont légitimes

L'autodéfense féministe prend en compte les spécificités de chacun.e. Ce qui veut dire que tout le monde peut se défendre selon ses ressources disponibles. On peut d'abord commencer à agir sur la façon dont on se perçoit : la violence est aussi celle qu'on s'inflige à soi-même, l'oppression qu'on intériorise et retourne contre soi : minimiser notre voix, utiliser l'autodérision, etc. Dans ces cas-là, l'autodéfense est aussi mentale, émotionnelle.

S'exprimer, être en colère, regarder les autres dans les yeux, parler fort, bouger son corps, apprendre à crier, à dire non, verbaliser ses limites... Toutes ces résistances en apparence « ordinaires » nous préparent à prendre de la place et impactent la façon dont on se présente aux autres et à soi-même. Nous avons le droit de faire du bruit, d'être visibles, d'occuper l'espace, de ne plus avoir peur de déranger. Ce sont tout autant de stratégies efficaces qui, à terme, permettent de prévenir les violences basées sur le genre.

Rien sans le collectif

Ces techniques sont notamment enseignées lors de stages d'autodéfense féministe. S'accompagner d'autres personnes concernées et de formatrices spécialisées permet d'intégrer les savoir-faire de l'autodéfense féministe. En Belgique

francophone, l'ASBL Garance propose des formations de deux jours à destination des femmes et des minorités de genre. Des formations sont notamment adaptées aux réalités d'existence de chacun-e : handicap, racisme, LGBTQIA+, etc. À Liège, le CVFE organise également ses propres ateliers. La prévention est avant tout un enjeu collectif qui se situe bien au-delà de la répartition individuelle.

Il est aussi possible de se préparer en groupe sur le terrain, directement dans l'espace urbain. Par exemple La Piraterie, masse critique queer et féministe à Liège, est un mouvement autogéré de cyclistes qui se réunit en mixité choisie pour réclamer un usage *safe* de la rue pour les femmes et les minorités de genre.

Pas de prescription aux effets de la violence

N'oublions pas : il n'y a pas de moment parfait et idéal pour se défendre. Selon Marie Dasylva, il n'y a pas de prescription au trauma. La défense ne doit pas obligatoirement être une réaction immédiate. En prévention, sur le fait accompli, plus tard, ou même jamais, l'autodéfense ne devrait jamais devenir une nouvelle injonction !

QUELQUES RESSOURCES POUR S'ÉQUIPER

- Les stages et activités de Garance ASBL : <https://tinyurl.com/2a6mymhd>.
- Les stages du CVFE : <https://tinyurl.com/45ua577x>.
- Le livre d'Irène Zeilinger, *Non c'est non : petit manuel d'autodéfense à l'usage de toutes les femmes qui en ont marre de se faire emmerder sans rien dire*, La Découverte, 2018. Disponible en libre accès sur le site de l'éditeur : <https://tinyurl.com/fjmdtewj>.
- *YESSS Podcast – Un podcast de warriors qui « revient sur les victoires de femmes ordinaires contre les injonctions et violences sexistes »* : <https://tinyurl.com/4a9xsbfd>.
- L'épisode dédié à l'autodéfense féministe du podcast *Du poil sous les bras* : <https://tinyurl.com/yjx567z6>.

1. Voir la campagne 2023 de Soralia sur l'importance d'être féministe en 2023 : <https://tinyurl.com/3s3e6yrr>.
2. Ce concept élaboré par Liz Kelly met en évidence la continuité des actes de violences sexuelles et sexistes, du plus « ordinaire » au « plus grave ».
3. BLÉZAT Mathilde, *Pour l'autodéfense féministe*, éditions de La Dernière Lettre, 2022.
4. INED, *Enquête VIRAGE*, 2016.
5. DASYLVA Marie, *Comment survivre au taf. Stratégies d'autodéfense pour personnes minorisées*, éditions Darannes, 2022.
6. L'éducation et les instances sociétales éduquent de manière très binaire et schématique les hommes à la force et les femmes à la passivité.



RDC : Les femmes se mobilisent à l'approche des élections

• Solsoc •

La République démocratique du Congo (RDC) est le deuxième plus grand pays d'Afrique, avec une population qui se rapproche des 100 millions. Des centaines d'ethnies différentes cohabitent sur son immense territoire, souvent traversé par des conflits violents. Dans le contexte actuel, où le pays se prépare à de nouvelles élections, nous avons interviewé Gabrielle Pero, avocate et Directrice générale du CENADEP (Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire), organisation partenaire de Solsoc qui accompagne des dynamiques citoyennes, basée à Kinshasa.

Pourriez-vous nous parler de votre parcours ?

Pendant ma jeunesse j'ai fait des études en droit, je suis avocate depuis plus de 17 ans. Dans le souci de défendre les plus faibles, j'ai commencé à travailler comme bénévole dans des associations pour la défense des droits des femmes et dans la lutte contre la corruption. En 2011, j'ai rejoint le CENADEP, d'abord comme chargée des projets, puis chargée des programmes, coordonnatrice des programmes et enfin en juillet 2022 je suis devenue Directrice générale.

En tant que femme, avez-vous rencontré des obstacles dans votre parcours ?

L'un des plus grands obstacles c'est le regard des autres sur ton travail, la perception de la société à l'égard des femmes. Le problème principal est qu'on croit difficilement à l'expertise d'une femme dans un domaine donné. Alors que nous sommes aussi capables que les hommes, il faut toujours se battre plus que les hommes pour assurer notre place et le respect des autres.

En RDC, les prochaines élections se rapprochent. Dans cette période électorale actuelle, quelles sont les revendications spécifiques des femmes ?

La question des femmes est un sujet énorme dans un pays comme la RDC, il y a beaucoup de travail à faire. Nous demandons d'abord plus de représentation des femmes au niveau du gouvernement, du parlement, dans l'administration publique et dans les positions de pouvoir en général. Le

CENADEP travaille en ce moment pour pousser à ce que plus de femmes soient inscrites sur les listes électorales.

Ensuite, nous cherchons à sensibiliser au maximum la population sur ce que nous appelons le « vote utile » c'est-à-dire convaincre les personnes, surtout les femmes des zones rurales et périphériques, à voter pour les candidat-es qui s'engagent véritablement pour le développement du pays et de la communauté et pas sur la base des amitiés ou des appartenances culturelles et tribales.

Troisièmement, nous revendiquons l'intégration dans le budget national de moyens importants pour accompagner le processus vers l'égalité hommes-femmes. L'État congolais ne doit pas seulement compter sur les fonds de l'aide au développement, venant des institutions financières internationales ou même de la coopération, mais il doit y mettre des moyens et passer des discours à la pratique.

Dans cette lutte pour l'égalité, nous demandons également l'accès des femmes et des filles aux services sociaux de base de qualité (à l'école, aux soins de santé, à l'énergie et à l'eau potable dans les zones rurales du pays) ainsi qu'une lutte plus ferme contre les violences sexuelles.

Pour vous, que signifie le féminisme ? Et vous définissez-vous comme féministe ?

Pour moi, le féminisme c'est un mouvement qui lutte pour l'égalité des sexes. Je suis une féministe engagée,

je suis au front depuis des années pour défendre les droits des femmes. Je suis dans plusieurs mouvements et plateformes féministes au niveau national, régional et international. Première femme à être promue Directrice générale du CENADEP après 20 ans d'existence, je continuerai le combat depuis cette position.

Est-ce que le mot «féminisme» est facilement utilisé en RDC?

Le terme féminisme est moins utilisé au Congo. On parle plus de l'intégration ou de la promotion du genre pour décrire tout le processus de réduction des inégalités hommes-femmes. On parle des organisations féminines, mouvements féminins ou mouvements des femmes.

La terminologie féministe n'est pas bien comprise par une frange importante de la population et même des institutions du pays, qui pourtant sont censées lutter pour l'égalité des sexes.

Il faut comprendre, les défis dans notre pays sont tellement énormes et il y a tellement à faire pour réduire ces inégalités qu'en ce moment, il faut concentrer toutes nos énergies sur des thèmes fondamentaux. L'héritage culturel sur la place des femmes est lourd et la société ne comprend toujours pas l'importance du rôle des femmes en tant qu'actrices de développement à tous les niveaux. Nous devons continuer à œuvrer pour changer cette perception sur les femmes afin de transformer la société.



Le super kit de la rentrée féministe !

• Julie Jansen • Chargée de projets Soralia et Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

La rédac vous propose une panoplie de ressources pour nourrir son féminisme tout en kiffant !

► À VOIR

***Queering nature* (Aline Magrez, 2022)**

Saviez-vous que certaines lionnes développent plus de testostérone et que leur crinière pousse comme les mâles ? Que certains animaux ont des pratiques homosexuelles et queers¹ ? Croisant paroles d'expert-e-s et portraits de personnes concernées, *Queering nature* nous offre une autre perception du règne animal. Un documentaire animalier pas comme les autres.

***She Said* (Maria Schrader, 2022)**

Avant que l'affaire #MeToo n'éclate, deux journalistes ont mené l'enquête qui a fait tomber le producteur Harvey Weinstein. Un film nécessaire sur l'investigation qui a changé le cours de l'histoire.

► À LIRE

***Libérés de la masculinité – Comment Timothée Chalamet m'a fait croire à l'homme nouveau* (Aline Laurent-Mayard, JC Lattès, 2022).** Dans cet essai plein d'humour, l'autrice Aline Laurent-Mayard, étudie avec passion la nouvelle vague d'artistes masculins tels que Timothée Chalamet, Tom Holland, Harry Styles... et décortique ce que leur image médiatique dit de la masculinité.

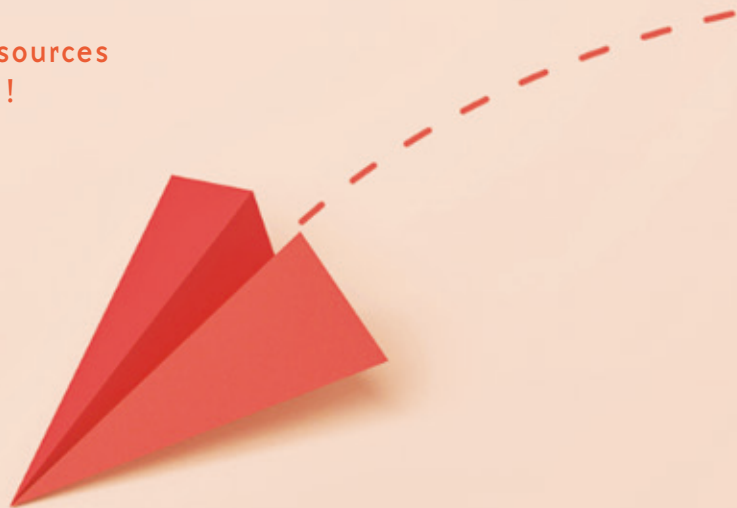
***Corps vivante* (Julie Delporte, Pow Pow, 2023).**

Fragments illustrés des réflexions intimes de l'autrice à propos de sa découverte du lesbianisme. Elle y revient sur ses expériences relationnelles douloureuses, mais aussi lumineuses, et ça fait du bien !

***Stone Butch Blues* (Leslie Feinberg, Hystériques & Associés, 2019).** Devenu un incontournable de la littérature lesbienne et trans, ce livre revient sur le parcours de Jess, *butch*² et prolétaire, dans le contexte états-unien des années 50. Publié initialement en anglais en 1993, cette traduction française associative et militante nous offre la possibilité de découvrir tout un pan historique de la culture LGBTQIA+ de la seconde moitié du 20^e siècle.

***Amours silencieuses. Repenser la révolution romantique depuis les marges* (Christelle Murhula, Les Daronnes, 2022).** La révolution romantique est toujours abordée depuis le point de vue dominant, et occulte les spécificités des vécus romantiques des personnes minorisées. L'autrice repense l'ensemble du système en s'exprimant depuis les marges.

***Comme un million de papillons noirs* (Laura Nsafou, Cambourakis, coll. Sorcières, 2018).** Un album pour enfants désormais devenu un classique de la littérature jeunesse



contemporaine. L'on y suit Adé, une petite fille qui apprend à accepter ses cheveux crépus avec l'aide des femmes de son entourage. À nouveau, le succès de ce livre indique l'absolue nécessité de représentations diversifiées dans nos paysages médiatiques et culturels!

Gender Flou (Tamos le Thermos, Exemplaire éditions, 2022). Une BD sous forme de récit autobiographique sur le chemin de la non-binarité de genre. Comment se passe le quotidien lorsque l'on ne se sent ni garçon ni fille? Sur le ton de l'humour et de la sensibilité, l'auteurice partage ses doutes et ses réflexions sur son identité.

► À ÉCOUTER

Club des étranges (Aloïse Sauvage, 2023). Après le flamboyant Sauvage, album sorti en 2022, Aloïse Sauvage propose un nouvel EP qui revisite ses titres phares. Unique et Joli Danger sont remixés par six artistes de la scène électro queer dont Barbara Butch, Chloé ou encore Cheetah. Des tubes de l'été qui nous accompagnent encore sur le dancefloor de la rentrée!

Matière Grasse, le podcast de Gras Politique (<https://tinyurl.com/2p9cuy3a>). À partir du vécu des invité-e-s, chaque épisode témoigne d'une sphère de la vie impactée par la grossophobie. Fêtes de famille, mode vestimentaire, vie sentimentale, espace public, milieu médical, cette discrimination est partout...

On est là, podcast réalisé par Annabelle (@aim.rea) (<https://tinyurl.com/264dmazh>). Le podcast qui donne de la voix aux meufs de cités. Elles qui sont tout le temps invisibilisées, voire caricaturées dans les discours et les représentations sur les banlieues. On ne les voit jamais, pourtant elles sont là et leurs vécus sont pluriels!

► À DÉCOUVRIR

Les Volumineuses : un collectif bruxellois promouvant les artistes sexisé-e-s dans le secteur musical.

Les Grenades : le média féministe de la RTBF.

Simone Média : des contenus souvent amusants pour décortiquer les actus féministes!

XY média : le premier média transféministe en France.

@laisselesridestranquilles : le compte Insta de nos collègues de Liages pour dénoncer l'âgisme dans la société.

1. Terme générique qui englobe l'ensemble des minorités sexuelles et/ou affectives et de genre qui ne se définissent pas comme hétérosexuelles ou comme cisgenres.
2. Le terme *butch* désigne les lesbiennes à l'allure dite masculine, tandis que le terme *fem* désigne plutôt les lesbiennes à l'allure dite féminine.

Le sexisme, c'est pas not' genre !

• Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

Rose ou bleu ? Princesse ou pirate ? Douce ou actif ? Fille ou garçon ? Tous les jours, nous sommes bombardé·e·s de stéréotypes que nous intériorisons et véhiculons à notre entourage sans en être conscient·e·s. Pour lutter contre les idées reçues, Soralia lance un outil pédagogique ludique et accessible à tou·te·s !

Une égalité acquise ? Vraiment ?

L'égalité est certes inscrite dans la loi, mais pas toujours dans les faits. Que l'on soit une femme, un homme, les stéréotypes de genre persistent sur les réseaux sociaux, dans la presse, à l'école, au supermarché, etc. Dès lors, le sexisme ordinaire prospère dans la vie quotidienne des individus et impose des cases binaires aux personnes en fonction de leur genre. Toute personne sortant de ces conditionnements genrés est perçue comme « marginale » ou « anormale ».

Les femmes et les hommes sont tout autant concerné·e·s par les stéréotypes de genre. Elles-ils se voient souvent imposer des codes de féminités et de masculinités, sans pouvoir vraiment les définir elles-eux-mêmes. Oui, un homme peut exprimer ses émotions. Oui, une femme peut aimer le bricolage, etc. Ainsi, lutter contre les idées reçues est donc autant bénéfique pour les femmes que pour les hommes dans de nombreux domaines de la vie quotidienne !

À vos cartes ? Prêt·e·s ? Partez !

Pour déconstruire les idées reçues, Soralia a décidé de lancer un outil pédagogique sous la forme d'un jeu 3-en-1. Face aux joueuses·eurs se trouvent les cartes présentant différents stéréotypes illustrés ou textuels. En fonction du temps à disposition et des envies du public, le jeu peut se dérouler avec l'ensemble des cartes ou seulement avec une partie.

Comme l'explique Anissa D'Ortenzio, chargée d'études et co-pilote du projet : « L'outil a pour objectif de permettre aux participant·e·s d'exprimer leur point de vue, d'ouvrir le débat, de faire réfléchir et d'échanger à propos des stéréotypes de genre chez les femmes et les hommes. On fait émerger les stéréotypes chez les participant·e·s pour mieux les déconstruire ensuite durant l'animation ! »

Elle ajoute : « Nous avons réalisé cet outil main dans la main avec nos animatrices en régionale¹. Fortes de leurs expériences de terrain, elles sont expertes en la matière ! ».

Des animations dans tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dès le lancement de l'outil, prévu pour octobre 2023, les animatrices·teurs Soralia réaliseront des animations sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Comme l'explique Emilie Delcourt, animatrice Soralia à Namur et co-pilote du projet, « l'outil sera également disponible sur le site de l'ASBL pour que tout le monde puisse l'utiliser ».

**Envie de télécharger l'outil gratuitement ?
Rendez-vous sur www.soralia.be dans la rubrique Publications -> outil pédagogique !**

¹ Soralia est composée de 9 régionales réparties sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'un Secrétariat général.

Jeu des 7 erreurs

Saurez-vous retrouver les 7 erreurs sur cette photo d'archive des FPS (l'ancien nom de Soralia), que nous avons mise en avant dans le cadre de nos 100 ans d'existence ?



Solutions : En haut à gauche de l'image n° 2 la dame au parapluie a été ajoutée — Sur la photo n° 2 le logo FPS remplace le logo initial sur la bannière centrale — Autour de cette même bannière, une personne avec des cheveux longs a été ajoutée — Le panneau en haut à droite de la photo n° 2 a été changé — En bas à gauche de l'image, le panneau «parking interdit» s'est transformé en «patriarcat interdit» sur l'image n° 1 — Sur ce même panneau, le sens de la flèche a été inversé — Sur la bannière au premier plan « non aux salaires et allocations d'appoint» est devenu « non aux inégalités de santé» sur l'image n° 2.

Endométriose : ce qu'on ne vous dit pas (assez) !

• Anissa D'Ortenzio • Chargée d'études Soralia •

L'endométriose a des impacts bien réels sur tous les aspects du quotidien des filles, des femmes et des personnes menstruées. Cette maladie entraîne une qualité de vie sensiblement amoindrie. En avril dernier, nous lançons un appel à témoignages sur les réseaux sociaux. Une trentaine de femmes ont accepté de nous répondre, comme Annie¹ pour « raconter mon histoire, pour que plus personne ne subisse le même parcours du combattant que moi, pour qu'on me reconnaisse. Premier aperçu de la maladie.

Une prise en charge souvent chaotique

Tout d'abord, il existe plusieurs formes d'endométriose. Les symptômes ne se limitent pas à des règles douloureuses (qui persistent malgré la prise d'un antidouleur) ou de la stérilité dans certains cas. Les troubles digestifs et urinaires, la fatigue chronique accablante, les douleurs durant les rapports sexuels sont autant de symptômes courants de la maladie. On peut aussi avoir de l'endométriose sans avoir de règles douloureuses !

Dès l'apparition de ces symptômes invalidants, le corps devient un champ de bataille involontaire. Certaines personnes se reconnaissent comme des combattantes, d'autres ne veulent pas de ce statut. Mais toutes veulent qu'on leur propose un trajet de soin clair : un diagnostic efficace et une prise en charge multidisciplinaire par du personnel formé en nombre.

Or, le manque d'écoute criant et la méconnaissance des soignant-e-s sont soulignés par la majorité des témoignages : « La première [gynécologue] m'a clairement dit que j'étais une nunuche et que je devais apprendre à mieux encaisser la douleur » (Annie). Édith explique « n'avoir eu un diagnostic d'endométriose et adénomyose que 12 ans après. En gros j'ai passé la moitié de mon existence à souffrir tous les mois sans savoir pourquoi. À en vomir, à en tomber dans les pommes. Mais c'est "normal" il paraît ». Erin se rappelle : « Il n'y a pas de traitement, il faudra vous habituer à avoir mal, madame ». Soline fait les comptes : « Prise en charge aléatoire. Opérée deux fois. Beaucoup de violence institutionnelle et psychologique. Quasi impossible d'avoir une info fiable et une prise en charge digne de ce nom ». Nina partage son dépit : « Je suis

suivie par plusieurs médecins, mais j'ai l'impression que le seul moyen de contrôler est la contraception et donc, on se limite à m'en faire essayer plusieurs sans vraiment me proposer d'autres alternatives ».

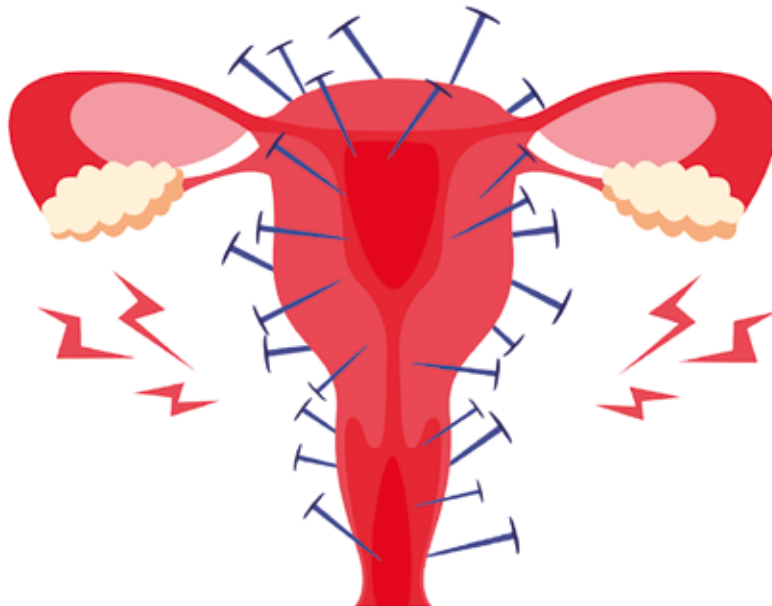
Ces multiples échanges insatisfaisants avec les médecins poussent les patientes à se former elles-mêmes, à combler les lacunes du secteur, à s'essayer à des alternatives multiples, non sans risques. Ces situations creusent toujours un peu plus leur portefeuille tout en augmentant leur charge mentale. Pour certaines d'entre elles, la recherche d'un traitement pouvant les soulager prend beaucoup de place dans leur vie quotidienne.

Une vie quotidienne impactée

Elles sont finalement seules à « gérer » cette maladie chronique en fonction des ressources dont elles disposent. Leur santé mentale, physique, sexuelle et reproductive est mise à rude épreuve. Cette situation impacte durablement leur vie sociale, familiale et amoureuse : « Les douleurs sont compliquées à gérer, la fatigue lors des périodes de crise est aussi difficile. Les crises ne se prévoient pas et on se retrouve souvent dans l'obligation d'annuler notre planning » (Katarina). Annie explique : « Ma vie est un enfer, ma sexualité l'est d'autant plus. La souffrance qui est la mienne m'empêche d'avoir des relations sans douleur avec mon compagnon, ce qui fait que j'évite cela au possible. J'ai déjà perdu un amoureux à cause de cela ». Assia confirme : « ça crée des tensions dans le couple et malheureusement, à cause de la maladie, ça peut briser une relation ». Yoke ajoute : « Je reste donc sans certaines réponses à mes questions et avec la peur d'avoir une crise qui surgit

ENDOMÉTRIOSE

CHANGEONS LES CHOSSES ! FAISONS ÉMERGER NOS REVENDICATIONS



23

n'importe quand, m'empêchant de vivre normalement et de me rendre sur mon lieu de travail ou autres rendez-vous».

Les perspectives de vie ne sont pas toujours meilleures. Certaines femmes attendent la ménopause pour espérer enfin vivre normalement. D'autres se confient sur le projet d'être parent, mis à mal par des incertitudes sur leur fertilité, par des parcours PMA éreintants, parfois par un abandon du projet.

Et le travail ?

Le bien-être au travail n'est pas en reste et dépend fortement de la reconnaissance de la maladie et du sentiment de soutien par l'employeur-e : « Je me suis déjà fait opérer 5 fois et on m'a refusé un mi-temps médical. Le médecin-conseil m'a dit que ce n'était pas une maladie valable... donc, on fait avec les médicaments pour tenir au travail quand ça ne va pas » (Christine). Annie souligne : « Le pire, c'est de devoir gérer le mal, les nausées, les céphalées violentes (et je passe le reste des symptômes) lorsque je suis au travail. Cacher la douleur est plus difficile que de la laisser s'exprimer. Seulement, je ne peux pas faire autrement, je ne peux pas m'absenter à chaque fois que j'ai mes règles, ce n'est pas sérieux ». Leila affirme : « Je n'ai pas envie d'en parler au travail, je ne pense pas de toute façon pouvoir être soutenue dans ma maladie... ».

Finalement, Sacha déclare : « J'ai été licenciée, car j'étais souvent opérée et donc absente et quand je recherche un emploi, je ne suis pas engagée à cause de cette maladie ».

« L'ombre de cette maladie me poursuivra encore longtemps », confirme Fabiola. La santé mentale est dégradée. Le sentiment de solitude est renforcé par une méconnaissance généralisée de l'endométriose. De plus, les trajets de soin se multiplient et s'additionnent : parcours endo classique (errance médicale), rendez-vous avec des spécialistes divers (kiné, diététicien-ne, etc.), tests d'alternatives, suivi psy, parcours PMA...

« C'est tout de même scandaleux qu'en 2023, cette maladie soit encore si difficile à endurer, ou même à diagnostiquer, alors qu'on est censée être entendue par les médecins ! » résume Annie. Dans ce contexte, comment peut-on mieux comprendre l'endométriose et agir en faveur d'un meilleur trajet de soins ? Venez en discuter avec nous le samedi 18 novembre 2023 à Ath ! Les infos suivront sur www.soralia.be.

Développons ensemble des bonnes pratiques et recommandations pour une meilleure prise en compte de la maladie au niveau politique et médical !

1. Il s'agit d'un prénom d'emprunt visant à préserver l'anonymat. Tous les témoignages récoltés ont été anonymisés.

Se mobiliser pour le droit à l'avortement, encore nécessaire en 2023 ?

• Alice Gaspar • Chargée de missions Sofélia •

Le 28 septembre, c'est la journée internationale pour le droit à l'avortement. Encore en 2023, cette date reste essentielle. Alors que la Belgique dispose d'un des meilleurs accès à la contraception en Europe¹, il est estimé qu'une femme sur 5 aura recours au moins une fois dans sa vie à l'avortement². En 2021, 16 702 avortements ont été pratiqués sur l'entièreté du territoire belge. Ce chiffre a tendance à rester stable d'année en année³.

L'avortement, un acte médical encore empreint d'idées reçues

L'avortement, aussi appelé Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), est un sujet qui suscite énormément de peurs et de méconnaissances. Cela participe à sa mauvaise représentation dans la société et influence les lois qui régissent son accès. Pourtant, selon un sondage s'adressant au grand public réalisé par Sofélia⁴, 65,6 % des répondant-e-s affirment avoir déjà été confronté-e-s à une IVG, que ce soit personnellement ou dans leur entourage. Ce n'est donc pas anodin. Il est important de lutter contre cette méconnaissance généralisée et de visibiliser ce sujet dans l'espace public. C'est pourquoi Sofélia a décidé de consacrer sa campagne de 2023 en éducation permanente à la déconstruction des idées reçues entourant l'avortement. Pour ce faire, des fiches informatives déconstruisant les 5 idées reçues les plus répandues, telles que « l'avortement rend stérile », « ce ne sont que les jeunes qui y ont recours » ou encore que « l'IVG est utilisée comme moyen de contraception » ont été créées. Cette déconstruction se décline aussi en une campagne d'affichage en Région wallonne et à Bruxelles qui a eu lieu durant l'été.

Pourquoi faire encore des campagnes sur l'avortement en 2023 ?

En Belgique, en 2023, les personnes ayant recouru à une IVG et les médecins la pratiquant risquent toujours des poursuites pénales telles que des peines d'emprisonnement en cas de non-respect des délais imposés par la loi. Comme

nous avons pu le voir en 2022 avec le renversement de l'arrêt Roe vs Wade aux États-Unis qui, aujourd'hui, rend l'accès à l'IVG impossible dans 13 états du pays⁵, le droit à l'avortement et sa mise en pratique concrète et sécuritaire sont perpétuellement remis en question. Plus proche de nous, des lois restrictives concernant l'avortement continuent d'être votées en Hongrie et en Pologne⁶.

L'importance d'une mobilisation et d'une solidarité européenne autour de ces questions

Bien que les lois entourant l'avortement soient propres à chaque pays au sein de l'Union européenne, les 27 pays s'influencent entre eux. Il est donc primordial de militer ensemble pour permettre un accès à tou-te-s à ce droit fondamental. Par exemple, la loi belge permet l'avortement jusque 12 semaines alors qu'aux Pays-Bas, ce délai est de 24 semaines. Cela implique que les personnes dépassant le délai en Belgique sont contraintes d'aller avorter aux Pays-Bas. Elles doivent alors payer l'entièreté du voyage et de l'acte médical, ce qui coûte à minima 400 euros⁷, comparé aux 3,80 euros en Belgique lorsque l'on est en ordre de mutuelle. Cela n'est donc pas forcément financièrement accessible à tou-te-s.

C'est pour cela que le 28 septembre, une après-midi de mobilisation européenne aura lieu dans le quartier européen. Si vous souhaitez nous y rejoindre, vous pouvez retrouver toutes les informations sur le site www.28sept.abortionright.eu

IVG — STÉRILITÉ PRÉJUGÉ



© @Sheisangry

La loi belge permet l'avortement jusqu'à 12 semaines alors qu'aux Pays-Bas, ce délai est de 22 semaines.

1. EPF, *Atlas des politiques sur la contraception – Europe*, 2022, <https://tinyurl.com/98asbxnh>.
2. AN. H., « En Belgique, une femme sur cinq recourt à l'avortement au moins une fois dans sa vie », *La Libre*, 20 novembre 2019, <https://tinyurl.com/463zeb8c>.
3. COMMISSION NATIONALE D'ÉVALUATION DE LA LOI DU 15 OCTOBRE 2018 RELATIVE À L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, *Rapport à l'intention du parlement 1er janvier 2020 – 31 décembre 2021*, février 2023, <https://tinyurl.com/v2jvs6fk>.
4. Sondage réalisé sur les réseaux sociaux de Sofélia (Facebook et Instagram) du 1er au 31 mars 2023 ayant récolté 256 réponses.
5. GUTTMACHER INSTITUTE, *The State Abortion Policy Landscape One Year Post-Roe*, <https://tinyurl.com/25nhudre>.
6. EUROTOPICS, *La Hongrie durcit les conditions d'accès à l'IVG*, 15 septembre 2022, <https://tinyurl.com/mt7upusr>.
7. HUET E. « L'IVG hollandaise attire les jeunes belges », *L'avenir*, 24 mars 2015, <https://tinyurl.com/yzamz7xc>.

Vivre dignement, un droit fondamental

• Wivynne Gaziaux • Chargée d'études Soralia •

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires... »¹. Vu les temps qui courent et les crises multiples que nous traversons, le droit à vivre dignement est réclamé à cor et à cri aux pouvoirs politiques par de nombreuses associations. Que reste-t-il aujourd'hui de ce droit censé être le guide suprême de nos instances politiques pour « gouverner » ?

La dignité humaine, une vision aujourd'hui plutôt individualiste²

Après la Deuxième Guerre mondiale et les actes inhumains commis par le régime nazi, la communauté internationale rédige la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Une série de mesures – malheureusement sans valeur contraignante pour les États signataires – visant à protéger chaque citoyen-ne contre les rapports de force dont pourrait abuser l'État³. Le concept de dignité humaine est le mot phare de cette déclaration et de celles qui suivront⁴.

Le problème est que ces mesures visent plus à défendre les droits propres et personnels de chaque individu qu'à défendre les droits d'une communauté ou de l'humanité au sens large. Autrement dit, cette vision de la dignité humaine n'oriente pas la conscience collective vers un idéal, un mieux-être commun et bénéfique pour l'ensemble des êtres humains⁵, mais sert à rappeler à la communauté internationale que chaque individu a des droits. Si elle présente l'avantage de protéger les citoyen-ne-s contre les ingérences potentielles de l'État, il s'agit

néanmoins d'une vision plutôt libérale et individualiste, faisant peser la responsabilité de la dignité humaine sur les individus. La responsabilité collective ainsi que les valeurs essentielles comme la solidarité, la reconnaissance de l'Autre, l'empathie, etc. ne font donc pas partie de la vision de la dignité humaine telle qu'on l'analyse dans ces déclarations.

Des ressources inégalement réparties

Le fait que les associations, et surtout celles qui s'occupent des personnes les plus précarisées, réclament aujourd'hui le droit, pour tout-e-s, de vivre dignement est donc tout sauf un hasard. Ces personnes sont en effet systématiquement jugées comme responsables de leur situation et montrées du doigt comme celles qui profitent du système et vident les poches de l'État; sans jamais remettre en question les contextes sociaux, économiques, politiques qui produisent et renforcent les inégalités. Si ces personnes sont pauvres, c'est parce qu'elles n'ont pas fait les bons choix et saisi les opportunités qu'on leur a offertes et c'est tout! Pourtant, force est de constater que de plus en plus de personnes peinent à vivre dignement, y

compris les personnes qui ont un emploi. Les crises successives de ces dernières années ont particulièrement fragilisé les publics précarisés. Par ailleurs, plusieurs études et statistiques démontrent que certaines personnes rencontrent davantage de difficultés que les autres. Il s'agit notamment des femmes⁶ et plus particulièrement les familles monoparentales – dont la plus grande majorité est gérée par des mamans solos – et les femmes de plus de 65 ans⁷. Alors qu'à l'inverse une minorité de personnes, comme les actionnaires et les grands gérants d'entreprises, engrange des bénéfices colossaux durant ces crises sur le dos des citoyen-ne-s qui les supportent. Cette situation de plus en plus extrême n'est-elle pas une preuve, une fois de plus, que le paradigme qui gouverne nos sociétés constitue une entrave majeure à la vie digne, qu'il renforce les inégalités et par conséquent la pauvreté?

La société civile exige que le pouvoir politique reconnaisse les réalités de vie de plus en plus médiocres que nous vivons. Elle souhaite également que l'État prenne les mesures nécessaires pour que toutes et tous, sans distinction, puissent mener une vie digne. Pour y arriver, une des démarches les plus bénéfiques serait déjà de questionner les publics les plus précaires sur les défis auxquels elles-ils font face. Et surtout, d'inclure ces personnes dans la réflexion des politiques publiques à mettre en place, et ce dans tous les domaines. En ce qui concerne plus particulièrement les femmes, nous rappelons que le *gendermainstreaming*⁸ est une boussole et un outil précieux mis à disposition du pouvoir politique pour rétablir l'égalité entre les femmes et les hommes. Selon la loi en vigueur, il devrait être appliqué en Belgique, mais ne l'est pas suffisamment, hélas.

1. Art. 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

2. PECH Thierry, «La dignité humaine. Du droit à l'éthique de la relation», *Éthique publique* [En ligne], vol. 3, n° 2 | 2001, <https://tinyurl.com/386fjunr>.

3. Le but étant aussi de pouvoir doter les individus de droits propres et inaliénables qu'elles-ils pourraient mobiliser devant les tribunaux.

4. La Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des Droits de l'Humain.

5. Ni même pour le bien-être de la planète.

6. SERVICE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, LA PRÉCARITÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE, Les femmes sont-elles plus exposées à la pauvreté et à la précarité que les hommes? <https://tinyurl.com/mvav63y5>.

7. Pour aller plus loin : <https://tinyurl.com/3wndk5dr>; <https://tinyurl.com/3amtnrs2>; <https://tinyurl.com/27pvpnrp>.

8. Selon l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, le *gendermainstreaming* est : «la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques».

Un arc-en-ciel à la campagne

• Mathilde Largepret • Rédaction externe •

Faire partie de la communauté LGBTQIA+¹ et vivre à la campagne, ça ressemble à quoi? Dans l'imaginaire collectif, ce sont deux mondes qui ne s'accordent pas toujours bien. Pourtant, la réalité est loin d'être aussi binaire. Prenons le temps de déjouer quelques clichés!

Le « mythe de la métronormativité »

Grandir à la campagne quand on est LGBTQIA+ peut parfois engendrer une importante solitude si l'on n'a pas de modèles ou de représentations dans son entourage. Lorsque les gens qu'on côtoie vivent un quotidien très éloigné, ou encore quand on évolue dans un climat hostile. Cela peut prendre une telle ampleur que pour certain-e-s, seule l'option de partir à la ville soulage. De fil en aiguille est né le « mythe métronormatif », idée reçue selon laquelle avoir une vie épanouie en tant que

queer² ne serait possible qu'en milieu urbain. « Ce mythe est alimenté par le cliché d'une ruralité fermée d'esprit, peu *safe*³ et vide d'autres personnes LGBT [...] alors que la ville serait un havre de paix queer et plein de paillettes, de fêtes et de rencontres »⁴ explique Max du compte Instagram Gouines des champs.

Tranquillité vs invisibilité

« Combien de fois, finalement lassé qu'on me demande si j'ai une copine, je finis par dire que je vis avec un homme. "Ah, ça ne se voit pas!". Peut-être que le



problème est là justement »⁵ témoigne Jean-Baptiste Roux de la Confédération Paysanne. Se déployer dans des zones peu peuplées offre une certaine tranquillité, une possibilité de « vivre et laisser vivre ». On ne colle pas d'emblée une « étiquette LGBT » sur quelqu'un : elle-il est avant tout un-e voisin-e, un-e habitant-e du village, la-le maraichère-er du coin, etc. Mais la tranquillité se transforme parfois en invisibilité. On en arrive à considérer que tout le monde est forcément cis⁶, hétéro, etc., soit par ignorance, soit par homophobie plus ou moins intériorisée. Ce qui demande aux personnes concernées qui le souhaitent de faire des coming out à répétition alors que dans des zones urbaines, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, etc. peuvent juste être un « non sujet ».

Pour d'autres, point d'invisibilité, mais bien un effet parallèle, celui de la "silenciation" : en milieu rural, « dans un univers aussi réduit, les informations circulent étonnamment vite [...], le silence est la seule solution garantissant l'équilibre et la paix », ce qui force à devoir se taire, à « rester dans le placard » et à cacher une partie de son identité pour ne pas être discriminé-e.

Partir, rester, revenir

Il y a celles-celles qui décident de fuir la campagne. Le besoin de « faire communauté », de s'entourer de personnes qui partagent des vécus, intérêts ou discriminations similaires, ou de s'éloigner d'un cadre dans lequel elles-ils ne pouvaient pas être elles-eux-mêmes voire d'un environnement toxique pousse à cet exode rural particulier. S'épanouir, construire son militantisme, simplement vivre sans essayer de survivre en tant que

personne LGBTQIA+ ne peut pour elles-eux se penser qu'en ville. Le milieu queer qu'elles-ils y trouvent permet de réparer son estime de soi, retrouver confiance et même s'apporter mutuellement du soin.

Cependant, cet espace n'est pas toujours tout à fait *safe*, il arrive que des formes de violence y surgissent, que l'entre-soi devienne étouffant. La ville apporte également son lot d'agressions ou de micro-agressions homophobes, mais aussi un anonymat pas toujours facile à gérer.

Il y a celles-celles qui choisissent de quitter la ville. Pour revenir au plus près de leurs racines, trouver ce sentiment d'entraide et de considération favorisé par la proximité qu'il y a davantage en zone rurale ou tout simplement tester la vie à la campagne. Et s'y faire sa place en tant que personne queer, se sentir non seulement accepté-e, mais même intégré-e et reconnu-e dans toutes les facettes de son identité. C'est ce qui donne entre autres le goût à la communauté LGBTQIA+ de rester ou revenir dans les campagnes.

Fiertés rurales

Ce qui manque parfois, ce sont les ponts, les liens pour faire communauté dans les villages. Internet a participé à cette mise en connexion. Aussi, de plus en plus d'initiatives voient le jour : que ce soit via des collectifs, associations de terrain ou événements comme des pride rurales, des festivals queers, des rassemblements d'agricultrices-teurs LGBTQIA+, etc. Des colocations queers impliquées dans la vie locale aux villages et communautés lesbiennes, gays, créées il y a des décennies en France ou aux USA par exemple, la fierté rurale est partout : à la campagne, à la mer, à la montagne!

POUR ALLER PLUS LOIN :

PODCAST *Où sont les queers à la campagne?* <https://tinyurl.com/3bfpxcyk>.

CARTE INTERACTIVE *Queering the map* : <https://tinyurl.com/bdfemd2f>.

ARTICLE *Sur les traces des terres lesbiennes en Oregon* : <https://tinyurl.com/yreymrr4>.

BROCHURE *Embrasser la diversité rurale* : <https://tinyurl.com/5c4ydjjv>.

PODCAST *Retrouver la terre* : <https://tinyurl.com/2ne3e829>.

BD *La fille dans l'écran*

FILM *La Belle saison*

CHAINE YOUTUBE *The L Road* : <https://tinyurl.com/7yzwncp7>.

1. Lesbienne, gay, bisexuel-le, transgenre, queer, asexuel-le/aromantique/agenre. Le + englobe les autres diversités qui existent hors du champ hétéronormatif et cisnormatif. Voir SOFÉLIA, *Terminologies LGBTQIA+ : mieux appréhender les différentes spécificités*, <https://tinyurl.com/lyzk4r8u4>.

2. Qui se revendique hors des modèles dominants en matière de genre, orientation ou identité sexuelle.

3. C'est-à-dire un lieu sécurisant, où l'on se sent en confiance.

4. Post issu du compte Instagram @gouinedeschamps. La métronormativité a été théorisée par Jack Halberstam.

5. COORDINATION EUROPÉENNE VIA CAMPESINA, *Embrasser la diversité rurale*, ECVC, 2021 - <https://tinyurl.com/5c4ydjjv>.

6. Dont le genre assigné à la naissance correspond au genre ressenti.

7. « Goudou des villes, goudou des champs - Épisode 1 : vis ma vie de lesbienne rurale », *WE ARE LES FILLES*, 19 février 2016, <https://tinyurl.com/td854z2a>.

Inflation : l'appétit insatiable des entreprises

• Ermelinde Malcotte • Chargée de projets Liages •

Le Fonds Monétaire International (FMI) a établi que les profits des entreprises sont la cause principale de l'inflation en Europe. L'organisme international, qui est pourtant le fer de lance du néolibéralisme, a incité les entreprises à modérer leur appétit et à « accepter une part de profit plus faible »¹. Cela indique à quel point la situation est grave.

En effet, le FMI montre que les problèmes d'approvisionnement liés à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine ont été largement résolus. Les tarifs devraient donc baisser... sauf que, profitant du contexte, les entreprises ont continué à augmenter leurs prix.

Malgré ces recommandations, les économistes libéraux et les responsables des banques centrales accusent les salaires « trop élevés » de provoquer l'inflation². Ainsi, Larry Summers, économiste en chef de la Banque mondiale, a préconisé d'augmenter le taux de chômage pour faire baisser l'inflation³.

En réponse, la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (FED) ont augmenté les taux d'intérêt de manière agressive, et à une vitesse jamais vue depuis le choc Volcker des années 1980⁴.

L'inflation a été faussement attribuée aux travailleuses-eurs par l'Union européenne et les États-Unis, qui ont négligé la façon dont les entreprises ont exploité une période d'incertitude pour faire des profits. Or, ces derniers « ont atteint des niveaux jamais vus depuis l'après-guerre »⁵.

L'augmentation des prix a concerné principalement l'énergie et l'alimentation – c'est-à-dire deux domaines essentiels.

Contrairement à ce qui a été annoncé, il n'y a pas eu de pénurie de gaz ou de pétrole. Pourtant, les prix ont grimpé en flèche car les marchés financiers ont été manipulés à la hausse et parce que les entreprises ont également gonflé les prix. Ainsi en Belgique, l'énergie a augmenté de 58 % en 2022 (et le gaz de 109 %) !⁶

En ce qui concerne l'alimentation, les entreprises ont également profité du contexte pour augmenter leurs prix. Ainsi, l'inflation en Belgique a été de 10% en 2022⁷ et de 3% en 2023, mais le prix des aliments a beaucoup plus augmenté pour atteindre 20 % en mars 2023, ce qui est le taux le plus élevé depuis plus de trente ans.⁸

La guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19 ne sont pas seules en cause : l'Organisation des Nations unies pour

l'agriculture et l'alimentation (FAO) fait état d'une grande volatilité des prix depuis la crise des subprimes en 2008, avec des baisses et des augmentations du prix des aliments de plus de 50 %.

Actuellement, 10 % des Belges se trouvent en situation de privation matérielle et sociale⁹. L'inflation du prix des aliments est d'autant plus dramatique que ce sont les produits les moins chers qui ont le plus augmenté. En conséquence, le volume des ventes alimentaires a baissé de 4 %¹⁰, ce qui signifie que les familles les plus pauvres ne mangent pas à leur faim. Les mères célibataires et leurs enfants sont particulièrement touchés par cette politique.

Mais rassurez-vous, les profits se portent bien...

1. FMI, « Europe's Inflation Outlook Depends on How Corporate Profits Absorb Wage Gains », *IMF Blog*, 26 juin 2023, <https://tinyurl.com/mpp5u3pe>.
2. Conférence de presse de Jerome Powell, directeur de la Réserve fédérale des États-Unis du 4 mai 2022, FED, 2022.
3. MELLOR Sophie, « Larry Summers calls for high unemployment to curb inflation », *Fortune*, 21 juin 2022, <https://tinyurl.com/2mwn99p2>.
4. Suite aux chocs pétroliers des années 1970, Paul Volcker, directeur de la FED, a appliqué une politique monétaire radicale pour faire baisser l'inflation. Il s'en est suivi une forte hausse du chômage aux États-Unis et une augmentation importante de la dette publique dans le reste du monde (liée à l'augmentation des taux d'intérêt), qui a conduit à une augmentation massive de la pauvreté.
5. WEBER Isabella, « Could strategic price controls help fight inflation? », *The Guardian*, 29 décembre 2021, <https://tinyurl.com/mrx93s9e>.
6. En effet, les sanctions contre la Russie ont été largement détournées, notamment par le fait que les pays occidentaux achetaient les produits russes via des intermédiaires, notamment indiens. Pour en savoir plus : <https://tinyurl.com/3eb73j2v>.
7. ICN, *Analyse des prix : 2022 ICN rapport annuel, Institut des comptes nationaux*, 7 février 2023.
8. Mais ces chiffres sont peu fiables car l'année est encore en cours. Voir : BUREAU FÉDÉRAL DU PLAN, *Indice des prix à la consommation, prévision d'inflation*, 6 juin 2023.
9. STATBEL, *Indice des prix à la consommation harmonisé - mars 2023*, Statbel, office belge des statistiques.
10. FAO, *Indice FAO des prix des produits alimentaires*, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2023.
11. STATBEL, *Privatisation matérielle et sociale*, Statbel office belge des statistiques, 2 février 2023.
12. ROMERO RUIZ Sonia, « Le commerce alimentaire plie sous le poids de l'inflation », *l'Echo*, 19 avril 2023, <https://tinyurl.com/yhmu8ye8>.



NOS ARMURES D'ÉPIDERMES

Tous les mardis, je vais à la piscine
avec mon amie Bérénice



T'as vu?
C'est tout
nouveau!

C'est pour me
rappeler
que je
suis forte

Et que je ne
suis pas seule
pour prendre
soin de moi

Que j'ai des
soeurs pour
me veiller



La dernière histoire d'amour de Bérénice
était une histoire de violence



Si, comme Bérénice, des femmes ressentent le besoin de s'encre pour s'ancrer
C'est parce que les combats féministes sont loin d'être dépassés

Il y a de la tendresse dans l'acte de se tatouer
La promesse à son corps de le chérir, le choyer



Aimer ses cicatrices, réparer les souffrances
Inscrire dans l'épiderme la preuve d'une résilience

Zoé Borbé



AVEC LE SOUTIEN DE LA
FÉDÉRATION WALLONIE-
BRUXELLES